

Le point de vue du Cartel sur les comptes de l'Etat 2019

Les comptes 2019 de l'Etat de Genève bouclent avec un boni de 188 millions. Faut-il s'en réjouir ou regretter des décisions politiques basées sur une austérité budgétaire critiquable. Celle-ci est imposée par des partis et des députés qui, on le constate aujourd'hui de manière flagrante dans plusieurs domaines, se retourne contre la population. Une fois de plus on a peint le diable sur la muraille en n'octroyant pas les postes demandés, plus encore, en faisant des coupes budgétaires affectant principalement la fonction publique et en brandissant la menace d'un budget déficitaire.

La réforme des entreprises (RFFA), votée après avoir été repoussée trois fois, plombe les prévisions des comptes 2020 et fait craindre le pire pour le projet de budget 2021. Déjà plusieurs entreprises ont basculé de nom propre en SA et c'est ce coût que le service public devrait endosser ces prochaines années.

Cette politique fiscale a pour conséquence la mise en danger du bon fonctionnement des services publics, tant dans les hôpitaux, la sécurité, les écoles, l'administration et bien entendu dans tous les services « care » de notre canton.

La crise du Covid-19 en est malheureusement le révélateur : à force de couper des postes, de restreindre les moyens de l'Etat, le canton peine à répondre à une crise sanitaire que les scientifiques ont déjà tenté d'annoncer tout en sachant que le réchauffement climatique va engendrer des crises similaires. Dans ces moments où la population se doit d'être solidaire, on doit pouvoir compter sur un service de l'Etat structuré, organisé mais aussi capable de répondre aux nouveaux besoins et aux différentes prestations auxquels les employés du service public tentent de répondre avec loyauté. Prévoir c'est gouverner !

Or, sous nos yeux, nous constatons le manque de postes, nous constatons l'accroissement des heures de travail sur le terrain hospitalier, des soins à domicile, de l'encadrement social, de la sécurité, et aussi dans tous les services qui doivent investir le télétravail.

C'est vrai que la population salue ce courage qui semblerait naturel, vous avez choisi d'être soignant alors foncez ! Tout cela sans compter que cet engagement courageux à des coûts, celui de la santé, celui de sa famille, celui de sa disponibilité auprès de ses enfants, de sa conjointe ou de son conjoint et de ses parents. Il ne suffit pas de demander d'être courageux et vaillant, mais bien d'être responsable en se dotant d'un service public prêt à affronter le présent et l'avenir.

Le manque de postes reste au centre de nos préoccupations dans un monde en mutation qui aura besoin de la protection de l'Etat. Nous en appelons au sens des responsabilités de la commission des finances qui a joué à « l'enfant gâté » de la République face à une demande des plus raisonnables de postes au budget 2020 : le Cartel demande aux responsables des partis et aux élus de prendre leurs responsabilités après une analyse sérieuse de la situation, au vu des résultats des votations communales, des excédents des comptes 2019 et au su de la crise sanitaire que nous traversons. Sur cette base, nous demandons que nos députés votent les 345 postes demandés au budget par le Conseil d'Etat!

Le Bureau Cartel :

Fabienne Payre ☎ 076 382 15 18 *Françoise Weber* ☎ 079 792 86 48

Olivier Baud ☎ 076 371 39 70 *Pierre-Alain Dufey* ☎ 079 214 14 41